

# POI

**PARTI OUVRIER  
INDÉPENDANT**

**Assemblée  
du 26 mars  
à 13 heures**

**Espace Charenton, Paris XII<sup>e</sup>**

# 413 milliards pour la guerre

et Macron ose nous dire  
qu'il manquerait

12 milliards pour nos retraites

# Il se moque de nous !

**Aux adhérents, aux militants, aux participants, pour préparer l'assemblée du 26 mars, nous vous livrons les informations et points de vue suivants.**

**« Halte à la guerre »  
Un appel européen  
signé en France  
par plus  
de 400 militants  
Une réunion de signataires  
se tiendra à Paris le 25 février.**



## REFORME DES RETRAITES

**« Votre affaire est quand même mal embarquée »**



« Messieurs les ministres, très franchement, votre affaire est quand même mal embarquée (...). Qu'est-ce que vous cherchez ? Où allez-vous comme ça ? Je

pense qu'il serait temps que vous entendiez ce qui monte de l'immense majorité de ce pays, d'être raisonnables (...) et d'abandonner votre projet de réforme. C'est ce que vous demande la population de ce pays. »

**Jérôme Legavre, député LFI-Nupes, militant du POI, le 17 février.**

**« Cette réforme n'a pas de légitimité »**



« C'est une réforme dont personne ne veut dans le pays (...) et en plus cette réforme n'a pas de légitimité parlementaire,

non seulement parce que l'Assemblée nationale n'a jamais voté cette loi, mais parce que son article 2 a même été rejeté. Le gouvernement ce soir passe en force en utilisant l'article 47-1 de la constitution ».

**Mathilde Panot, présidente du groupe parlementaire LFI-Nupes, à la sortie de l'Assemblée, le 17 février.**



AFP

# « La guerre et la réforme des retraites sont liées »

■ Interview d'Ahmed Berrahal, syndicaliste CGT RATP

Ahmed, tu es signataire de l'appel « Halte à la guerre ! » et tu as décidé de venir le 25 février prochain à une rencontre de militants sur la base de cet appel. Qu'attends-tu de cette rencontre ?

Ce que j'attends de cette rencontre, c'est de discuter avec tous ces militants pour trouver les moyens de faire cesser cette guerre. Pour moi, cela passe par trouver les moyens de faire cesser l'envoi d'armement en Ukraine. Parce que c'est une histoire sans fin. Et ce sont toujours les mêmes qui sont protégés et toujours les mêmes qui meurent, c'est-à-dire les ouvriers et leurs familles.

Ce ne sont jamais les gouvernements qui sont touchés. C'est une histoire sans fin parce que plus les gouvernements envoient des armes, plus c'est la guerre, et plus ça continue, plus les envois d'armes sont conséquents. J'entends qu'il est maintenant question d'envoyer des chars. Et après ce sera quoi ? La bombe atomique ? Il faut que l'envoi d'armes cesse. S'il n'y a plus d'envoi d'armes, la guerre va cesser. (...)

Je crois qu'il faut trouver les moyens pour que, en France, on sorte tous manifester pour dire à Macron de cesser de surenchérir, cesser d'alimenter la guerre. Aujourd'hui, je trouve que publiquement c'est quelque chose qui n'est pas vraiment dit.



Paris, le 11 février (AFP).

(...) Il faut qu'on voit aussi avec les élus, les députés. Ça pourrait nous aider pour interpeller le gouvernement et pour mobiliser. C'est quand même fou.

On trouve plein d'argent pour envoyer des armes, on trouve des milliards pour envoyer des missiles, mais on ne trouve pas d'argent pour les retraites ! On a quand même du mal à comprendre.

Quand je dis que ce sont toujours les mêmes qui trinquent. Que ce soit pour la guerre ou pour les retraites, ce sont toujours les mêmes,

ce sont ceux d'en bas... Quand il y a une crise, comme à nouveau pendant le Covid, ils trouvent bien de l'argent à donner aux banques. Et là, pour les retraites, ce n'est pas possible ? Ce gouvernement veut nous faire crever au travail. Faire crever les gens au travail, et faire crever les gens à la guerre.

Donc, la guerre et les retraites sont liées. Là, quand je sors dans la rue en ce moment pour le retrait de la réforme des retraites, j'y suis aussi pour dire stop à toute cette politique en général. (...)

## Un front syndical uni pour le retrait de la réforme des retraites

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, SOLIDAIRES, FSU et les organisations de jeunesse

### Communiqué commun des confédérations (11 février)

« Si, malgré tout, le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, l'intersyndicale appellerait les travailleurs et les travailleuses, les jeunes et les retraités.e.s à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain. »

### Communiqué CGT, FO, Unsa, CFE-CGC à la RATP (11 février 2023)

« L'intersyndicale RATP (...) appelle à une grève reconductible à partir du 7 mars 2023 afin de peser encore plus fort et gagner le retrait de ce projet de loi.

Si le gouvernement n'entend toujours pas la détermination des travailleurs, de la jeunesse et de tous ceux qui soutiennent ce mouvement unitaire pour exprimer leur colère face à cette nouvelle injustice, il devra assumer le blocage de l'économie dans notre pays. Nous appelons tous les secteurs du public et du privé à s'engager dans cette vague de protestation pour la justice sociale. »

### Communiqué commun des unions départementales de la Somme

« L'intersyndicale départementale CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT-FO, FSU, Solidaires, Unsa et Faep, FSE, Unef, fait sienne l'appel national de nos confédérations (...). A partir du 7 mars, on bloque tout, pour faire reculer ce gouvernement sur sa réforme, dont personne ne veut. »

### Appel du conseil national de la fédération CGT des cheminots (10 février)

« La population est de plus en plus hostile au projet de loi, les manifestations sont massives, l'unité syndicale est très large. Les ingrédients d'une victoire sont donc réunis. Pour autant, le gouvernement contrôle les institutions et il peut imposer son projet de loi à l'Assemblée nationale, malgré les sondages (...). Pour l'en empêcher, il faut amplifier les manifestations, mais il faut aussi activer d'autres leviers dont disposent les salariés : l'arrêt de la production. (...) En conduisant la grève, nous élevons au maximum la pression.

(...) Aussi, les militantes et militants de la Fédération CGT des cheminots (...) ont décidé (...) de mettre en débat sur chaque chantier et dans chaque entreprise ferroviaire de la branche le lancement d'une grève reconductible à compter du 7 mars 2023 afin de répondre à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle. »

### Adresse des fédérations CGT des services publics et des transports aux syndicats, sections, syndiqués de la collecte des déchets et ordures ménagères, du tri et du traitement des déchets

« Pour le retrait du projet de réforme des retraites, contre tout allongement de la durée de cotisation, pour le maintien des départs anticipés, pour les catégories actives et les métiers pénibles ! (...) Les fédérations CGT des services publics et des transports appel-

lent l'ensemble de leurs forces organisées, dans toutes les entreprises, établissements publics et collectivités à se réunir en assemblées générales, heures d'informations syndicales... pour préparer la grève dans les secteurs de la collecte des déchets et ordures ménagères, du tri et du traitement des déchets, à partir du 7 mars et jusqu'au retrait du projet de loi.

Les fédérations CGT des Services publics et des Transports considèrent que cette lutte doit se mener dans l'unité syndicale la plus large et prendront, dès cette semaine, toutes les dispositions pour préparer un appel intersyndical national dans la filière.

### La jeunesse s'y met !



Assemblée générale de 2 000 étudiants animée par le député LFI-Nupes Louis Boyard à l'université de Rennes 2, le 6 février. Les étudiants décident de voter le blocage de la fac à l'unanimité et scandent « Blocage ! Blocage ! Blocage ! ».